Ensemble, bousculons l’ordre médiatique pour 2027

Alors que des revendications pour une meilleure éducation et un plus juste partage des richesses sont écrasées à coup de matraque, les médias montrent des feux de poubelle. Ensemble, faisons entendre **les voix de la justice sociale et de l’écologie**, à quelques mois d’échéances électorales où **tout peut basculer.**

🎯 **Objectif : 180 000€ avant le 31 décembre**

6 765 €

Objectif : 180 000 €

Je fais un don

Société – Violences sexuelles

Lycée de Stains : elles dénoncent des violences, le rectorat les mute

Deux enseignantes du lycée Utrillo de Stains, en Seine-Saint-Denis, ont été mutées de manière contrainte par le rectorat après avoir dénoncé des violences sexistes. Cette décision s’apparente, selon elles, à une « procédure-bâillon » contre deux « lanceuses d’alerte ».

par Adèle Cailleteau
26 novembre 2026 à 17h00
6 min.

#GrèveFéministe
cgt
93

Julie Léonis et Sabrina Mahfoufi, les deux enseignantes mutées, Lors d’un rassemblement place Jacques-Bainville à Paris le 25 novembre 2026. *©Adèle Cailleteau*

On croirait un jeu de chaises musicales : Julie Léonis, professeure d’espagnol depuis 21 ans au lycée Maurice-Utrillo de Stains, en Seine-Saint-Denis, est affectée au lycée Jacques-Feyder d’Épinay-sur-Seine. Ainsi, elle « *chasse une contractuelle* » et devient la troisième personne nommée devant les élèves depuis la rentrée. Sa collègue Sabrina Mahfoufi, professeure de physique-chimie depuis 25 ans au lycée Utrillo, est mutée dans un établissement de Villemomble.

Ni l’une ni l’autre ne souhaitaient pourtant quitter leur établissement, cette « *deuxième maison* ». Sans compter que ces mutations rallongent leur trajet domicile-travail et leur font perdre des primes. Le rectorat a quand même décidé de les déplacer : une mutation « *dans l’intérêt du service* », qui n’intervient pas dans le cadre d’une procédure disciplinaire.

Sauf qu’aux yeux des deux enseignantes, il s’agit bien d’une sanction déguisée. Leur tort ? « *Avoir exercé chaque jour depuis plus de 20 ans notre droit syndical dans le respect le plus strict du cadre institutionnel et avoir protégé nos élèves en respectant à la lettre les protocoles de signalement des violences sexistes et sexuelles [VSS] et des discriminations* », détaillent-elles sur le parvis du lycée, au cours d’un rassemblement organisé le 25 novembre.

Agressions sexistes et propos racistes

Comme *Basta!* le relatait fin septembre, des membres du personnel de l’établissement signalent depuis des années les agressions d’un de leur collègue, professeur d’éducation physique et sportive (EPS). Selon de nombreux témoignages réunis par leurs soins, cet enseignant tient régulièrement des propos grossophobes, racistes (« *bande de couscous* »), homophobes (« *il court comme un pédé* »), en plus d’entrer dans le vestiaire des filles, de les prendre en photo pendant les cours de sport ou de faire pression sur certains élèves en les contactant le soir par téléphone.

À en croire professeurs et élèves, cela dure depuis quinze ans et ne s’arrête pas. Devant le lycée, une élève relate au micro des faits survenus la semaine précédente : le professeur de sport mis en cause aurait commenté la coupe afro d’une de ses camarades en parlant de sa « *perruque* » et aurait désigné une équipe comme celle « *des grosses* ».

→ **SUR LE MÊME SUJET:** « On pensait que le rectorat ferait ce qu’il fallait » : des profs punies pour avoir dénoncé des violences sexistes et sexuelles

Avec une partie de leurs collègues, Julie Léonis et Sabrina Mahfoufi ont signalé ces faits à leur direction à de nombreuses reprises, puis directement au rectorat et au procureur. Dans la foulée, une enquête pénale a été ouverte. Selon un mail du tribunal de Bobigny, elle était toujours en cours fin septembre. De son côté, le rectorat de Créteil assure que les « *signalements ont été traités dans le cadre des procédures administratives en vigueur* ». Il ajoute qu’une procédure administrative concernant des agents a été engagée (sans donner plus de détails) et qu’une enquête a été diligentée au printemps 2026. Problème : elle ne portait pas sur les violences dénoncées mais sur « *les tensions internes* ». Pour les deux enseignantes, syndicalistes de la CGT, l’objectif était clair :« *Nous faire taire, nous faire peur, nous punir d’avoir alerté*. »

Selon l’intersyndicale, deux autres enseignantes de l’établissement devaient se rendre au rectorat pour des entretiens préalables à d’éventuelles procédures disciplinaires, faisant suite à l’enquête administrative menée au printemps. Les enseignants mobilisés se disent « *choqués* » par le signal envoyé par de telles convocations, qui plus est aux dates choisies : la veille et le lendemain du 25 novembre, Journée internationale pour l’élimination de la violence à l’égard des femmes.

Le professeur mis en cause également muté

Leur indignation ne s’arrête pas là : le professeur de sport mis en cause par ses collègues est lui aussi muté dans un autre établissement du département, au lycée Henri-Sellier de Livry-Gargan. « *Quel message envoie-t-on à la jeunesse qui ose parler en traitant le personnel qui alerte et le potentiel agresseur de la même manière ? Quel message envoie-t-on aux victimes actuelles et futures de VSS ?* » interrogent Sabrina Mahfoufi et Julie Léonis.

Julie Léonis et Sabrina Mahfoufi, devant le lycée Utrillo de Stains, le 25 novembre 2025. ©*Adèle Cailleteau*

Les membres du personnel syndiqués du lycée Henri-Sellier ont, quant à eux, rédigé un communiqué aussitôt la nouvelle apprise. Ils y déplorent une décision qui « *ne fait que déplacer le problème* » et « *demand[ent]* a minima *la suspension administrative d'une personne potentiellement dangereuse pour les élèves et les collègues* ». D'autant que cet établissement propose plusieurs cursus des métiers de la santé et du social : « *Ça m'inquiète beaucoup que le rectorat envoie cet enseignant dans des classes composées principalement de filles, alors qu'une enquête pénale est ouverte* », s'offusque Judith*, enseignante au lycée Utrillo.

Cette mutation déstabilise en outre l'équipe d'EPS d'Henri-Sellier : un professeur remplaçant y était arrivé début septembre pour toute l'année scolaire. Il se voit lui aussi déplacé, alors qu'« *il s'est déjà engagé et est apprécié pour son professionnalisme* », indique le communiqué, qui demande l'annulation de cette mutation au nom du « *réel intérêt du service et [du] bien des élèves et des personnels* ».

Rapports de force

GRATUIT, UN JEUDI SUR DEUX

La newsletter qui décrypte l'actualité du monde du travail et des mouvements sociaux.

Entrez votre adresse email...

Je m'inscris !

En m'inscrivant j'accepte la politique de confidentialité et les conditions générales d'utilisation de *Basta!*

Après un rassemblement devant le lycée Utrillo, un second a été organisé devant le ministère de l'Éducation nationale pour demander l'annulation de cette décision du rectorat de Créteil. L'intersyndicale, comme *Basta!*, n'a, pour l'heure, pas reçu de réponse du ministère. Les prises de parole, elles, se succèdent pour rappeler que, sur une année scolaire, une lycéenne sur cinq est victime de violences sexuelles dans son établissement et que la lutte contre les violences à l'école est officiellement une priorité du ministère de l'Éducation nationale.

Recours au tribunal administratif

La façon dont le rectorat prend en main la situation au lycée Utrillo désorganise par ailleurs l'établissement, dénoncent les syndicats. Sabrina Mahfoufi et Julie Léonis sont en accident de service depuis la fin du mois de septembre et n'ont pas été remplacées pendant longtemps. « *On est en spécialité physique et on n'a pas eu physique depuis le début de l'année* », relate un lycéen de première, croisé sur le parvis de l'établissement. « *Quand on signale des faits ou qu'on porte plainte, le résultat, c'est souvent que la communauté éducative se déchire et que les élèves perdent des profs qui ne seront pas forcément remplacés*, résume Émilie Gobé, administratrice à la FCPE 93, devant le ministère de l'Éducation nationale.*On réfléchit à deux fois avant de le faire, alors qu'on ne devrait pas se poser ces questions-là.* »

Les deux enseignantes comptent saisir le tribunal administratif pour demander l'annulation de leur mutation. Si une procédure d'urgence leur est octroyée, elles pourraient être bientôt fixées. Sinon, les délais d'attente actuels atteignent environ un an et demi. « *Il faut un soutien collectif pour tenir et continuer à mettre de la lumière sur cette situation* », recommande Kai Terada, venu au rassemblement pour le Collectif des réprimés de l'Éducation nationale. En 2025, le rectorat de Versailles a été condamné à annuler la mutation imposée à ce professeur de mathématiques, prononcée « *dans l'intérêt du service* » en 2022. Ces mutations sont « *un outil pour casser les gens* », conclut une enseignante.

*Prénom modifié

Tout peut basculer en 2027...

L'extrême droite pourrait remporter la prochaine élection présidentielle et arriver au pouvoir pour la première fois depuis le régime de Vichy.

Mais rien n'est joué. Cette catastrophe peut encore être évitée.

C'est pourquoi *Basta!* va redoubler d'efforts dans les mois à venir :

En documentant le travail des forces de l'ordre grâce à une base de données interactive, pour alerter sur les dangers d'un élargissement de l'arbitraire policier promu par le RN au travers de la « présomption de légitime défense ».

En enquêtant sur les soutiens internationaux du RN, tant dans les milieux économiques que religieux, politiques ou intellectuels.

En exposant les contradictions d'un parti prétendument du côté des classes populaires mais qui se range le plus souvent du côté des puissants.

En faisant briller le travail de cette presse libre qui « tient les digues » grâce à notre Portail des médias indépendants.

Pour nous soutenir dans cette mission, faites un don, même de quelques euros. Chaque soutien compte !

○ 6 € par mois

○ 8 € par mois

○ Montant libre

Mode de paiement :

SEPA · CB · Apple Pay · G Pay · PayPal

Je fais un don

Plus de choix ?

Mots-clés : Actu - Violences sexuelles - Education - Travail

Voir les commentaires (0)

À lire en ce moment

Alternatives – Travailler autrement

Des bergers sans terre et des écologues relancent le pastoralisme sur les bords de Loire

Écologie – Climat

Échec de la COP31 : « Les pays développés ont bloqué les négociations sur des sujets essentiels pour les États du Sud »

Démocratie

Mouvement lycéen : à Grenoble, une prof de SES et une documentaliste convoquées par le rectorat

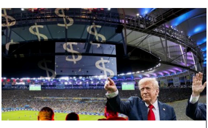
Écologie – On en Agro

Du ministère de l'Agriculture jusqu'à Matignon : comment le lobby de l'agroalimentaire entre au gouvernement

Grands formats

Retrouvez les dernières séries thématiques de Basta!

Pompiers en grève : les raisons de la colère



Coupe du monde 2026 : le cauchemar américain

Fin de vie : une loi sur l'aide à mourir

Armée à l'école : bientôt un bac mention patriote ?

Ailleurs dans la presse indé

La sélection du Portail des médias indépendants

Le Média

Faux PV, violences racistes : trois policiers face à leurs mensonges dans le procès Zecler

Histoires Crépues

Zeinab Badawi, autrice « L'histoire de l'Afrique commence pas avec l'arriv Européens »

Portail des médias

Cette sélection d'articles est proposée par le Portail des médias indépendants, un outil de recommandation conçu et géré par l'équipe de *Basta*.
Découvrez le reste de notre sélection sur portail.basta.media

Découvrez nos newsletters

L'info libre et engagée dans votre boîte mail !

Inscrivez-vous maintenant

À propos de *Basta!*

Basta! est un **média indépendant** dont l'ambition est de croiser les questions sociales et écologiques. Il est piloté par une association à but non lucratif (Alter-médias) et animé par une équipe de 14 salarié·es. Sans publicité ni abonnement, le journal est financé à 85% par les dons des lectrices et lecteurs.

→ En savoir plus sur *Basta!*

Soutenir *Basta!*

Basta! est 100% indépendant, sans pub, en accès libre, **financé par ses lectrices et lecteurs.**

Faites un don ♥

Les rubriques
- Rapports de force
- Alternatives
- Écologie
- Société
- Démocratie

Les formats
- Débats
- Grands formats
- Enquêtes
- Entretiens
- Vidéos
- Derniers articles

Le journal
- Qui sommes-nous ?
- Comment faire un don ?
- L'équipe
- Nous contacter
- Notre Portail des médias indépendants

CGU | Politique de confidentialité | Charte de déontologie | Mentions légales